



Conseil d'administration

326^e session, Genève, 10-24 mars 2016

GB.326/INS/16/1

Section institutionnelle

INS

Date: 14 mars 2016

Original: anglais

SEIZIÈME QUESTION À L'ORDRE DU JOUR

Rapports du bureau du Conseil d'administration

Premier rapport: Mesures à prendre pour la nomination du Directeur général

1. Les règles régissant la nomination du Directeur général ont été modifiées par le Conseil d'administration à sa 312^e session (novembre 2011) et figurent désormais dans l'annexe III du *Recueil de règles applicables au Conseil d'administration du Bureau international du Travail* (jointe au présent document). Ces règles ont été appliquées lors du dernier processus électoral, en 2012.
2. Le mandat de l'actuel Directeur général arrivera à échéance le 30 septembre 2017. Toutefois, en raison des diverses étapes que prévoient les règles régissant la nomination du Directeur général, il est nécessaire d'anticiper la mise au point du calendrier de l'élection. Le bureau du Conseil d'administration recommande donc un calendrier et le présente pour examen au Conseil d'administration à sa 326^e session (mars 2016).
3. En mettant au point le calendrier, le bureau du Conseil d'administration a pris en compte les éléments suivants. En novembre 2016, le Conseil d'administration préparera le programme et budget pour 2018-19 et le plan stratégique pour 2018-2021, deux documents qui seront examinés et présentés sous leur forme définitive entre novembre 2016 et mars 2017. En juin 2017, les nouveaux membres du Conseil d'administration seront élus pour la période 2017-2020.
4. Dans une perspective de bonne gouvernance, il conviendrait d'entamer et de conclure le processus de nomination du Directeur général sous la conduite du même Conseil d'administration; or le temps à disposition étant insuffisant pour mener à bien tout le processus entre juin et septembre 2017, il faudrait veiller à ce que le calendrier prévoie la conclusion du processus avant juin 2017.
5. Du point de vue de la gestion et de la direction, il serait également préférable d'achever le processus de nomination du Directeur général avant la mise au point définitive du programme et budget pour 2018-19 et du plan stratégique pour 2018-2021 afin que le Directeur général puisse pendant cette période exercer une certaine influence sur la préparation et la finalisation de ces documents et y participer, étant donné qu'il sera chargé

de leur mise en œuvre. L'examen par le Conseil d'administration des propositions de programme et de budget et du plan stratégique prendra fin en mars 2017.

6. Conformément aux règles, les étapes du processus de nomination du Directeur général sont les suivantes:

- i) Le Conseil d'administration arrête la date de l'élection et approuve le calendrier pour l'élection.
- ii) L'appel à candidatures est lancé par une lettre du Président du Conseil d'administration précisant que les candidatures doivent être reçues deux mois au moins avant la date de l'élection.
- iii) Réception par le Président du Conseil d'administration des candidatures soumises par les Etats Membres ou par des membres du Conseil d'administration et accompagnées d'un curriculum vitae, d'un certificat médical et d'une déclaration d'intention. La déclaration d'intention est facultative, mais ne peut être soumise qu'en même temps que la candidature.
- iv) Distribution par le Président du Conseil d'administration des candidatures recevables aux membres du Conseil d'administration et, pour information, aux Etats Membres non représentés au Conseil d'administration.
- v) Le/les candidat(s) est/sont entendu(s) dans le cadre d'une séance privée du Conseil d'administration (les candidats doivent être informés de leur audition au moins une semaine à l'avance).
- vi) Scrutin pour l'élection du Directeur général du BIT (il est procédé à autant de scrutins que nécessaire; pour être élu, tout candidat doit recueillir les suffrages de plus de la moitié des membres du Conseil ayant le droit de vote).
- vii) Le Directeur général entre en fonction à la fin du mandat en cours.

7. *Le bureau propose au Conseil d'administration le calendrier suivant pour la nomination du Directeur général:*

- ***326^e session du Conseil d'administration (mars 2016): le Conseil d'administration approuve le calendrier fixé pour l'élection.***
- ***18 avril 2016: le Président du Conseil d'administration lance un appel à candidatures.***
- ***15 juillet 2016: dernier délai pour la réception des candidatures.***
- ***328^e session du Conseil d'administration (octobre/novembre 2016):***
 - ***31 octobre 2016: le Conseil d'administration procède aux auditions du/des candidat(s).***
 - ***7 novembre 2016: le Conseil d'administration procède au scrutin pour l'élection du Directeur général.***
- ***1^{er} octobre 2017: le nouveau mandat du Directeur général prend effet.***

Annexe

Règles applicables à la nomination du Directeur général ¹

Adoptées par le Conseil d'administration à sa 240^e session (mai-juin 1988) et modifiées à sa 312^e session (novembre 2011).

Candidatures

1. Les candidatures pour le poste de Directeur général doivent avoir été reçues au bureau du Président du Conseil d'administration au plus tard à une date qui sera arrêtée par le Conseil d'administration et qui précédera de deux mois au moins la date de l'élection.

2. Pour être prises en considération, ces candidatures doivent être présentées par un Etat Membre de l'Organisation ou par un membre du Conseil.

3. Chaque candidat doit joindre à son curriculum vitae un certificat de bonne santé signé par un établissement médical reconnu.

4. Les candidats sont invités à fournir, en même temps que leur candidature, une déclaration de 2 000 mots au maximum décrivant la façon dont ils conçoivent l'avenir de l'Organisation et la direction stratégique qu'ils suivraient s'ils étaient nommés. La déclaration devrait aussi évoquer l'attachement du candidat aux valeurs et aux travaux de l'OIT ainsi qu'à sa structure tripartite; leur expérience des questions économiques, sociales et du travail, des affaires internationales, de la direction et de la gestion d'une organisation, et leur sensibilité aux différences culturelles, sociales et politiques. Les candidats devraient également indiquer leur niveau d'aptitude linguistique dans les langues officielles de l'Organisation.

5. Tous les documents visés par les règles 2, 3 et 4 ci-dessus doivent être soumis par les candidats en anglais, en français et en espagnol, à l'exception du certificat de bonne santé qui peut être soumis dans une seule de ces trois langues ou accompagné d'une traduction certifiée conforme dans l'une de ces langues.

6. Pour être recevables, les candidatures doivent satisfaire aux conditions énoncées aux règles 1, 2, 3 et 5 ci-dessus.

7. Les candidatures présentées conformément aux conditions susvisées sont distribuées, avec les curriculum vitae et les déclarations dans les langues officielles dans lesquelles ils ont été soumis, par le Président aux membres du Conseil d'administration et, pour information, aux Etats Membres non représentés au Conseil d'administration, dès que possible après leur réception. Seules les déclarations reçues en même temps que les candidatures seront admises et distribuées.

Equité et transparence du processus de nomination

8. Les pratiques contraires à la déontologie telles que les promesses, les faveurs, les dons, etc., faits par des candidats au poste de Directeur général ou pour les soutenir sont interdites.

9. Le Directeur général prend les mesures voulues pour rappeler au personnel du Bureau les règles et les normes de conduite visant à assurer la neutralité du Bureau par rapport au processus électoral, ainsi que les sanctions auxquelles le personnel s'expose s'il

¹ Source: documents GB.240/205, paragr. 79, et GB.312/PV, paragr. 251.

ne respecte pas ces règles. Le Directeur général prend également les mesures voulues pour interdire l'utilisation de ressources de l'Organisation pour mener campagne en faveur de tout candidat ou pour soutenir tout candidat, ainsi que pour réglementer la conduite à tenir par les membres du personnel du BIT qui présenteraient leur candidature au poste de Directeur général.

10. En acceptant sa nomination, le candidat nommé au poste de Directeur général doit renoncer à tout revenu, don ou allocation, et se désengager de toute participation ou de tout intérêt financier pouvant affecter, ou pouvant être perçu comme affectant, l'objectivité ou l'indépendance de la personne nommée; en outre, le candidat nommé doit se plier à la procédure de déclaration des intérêts financiers prévue par les règles internes du BIT.

Majorité requise pour être élu

11. Pour être élu, tout candidat doit recueillir les suffrages de plus de la moitié des membres du Conseil ayant le droit de vote.

Procédure de l'élection

12. Les candidats sont entendus lors d'audiences tenues avant l'élection dans le cadre d'une séance privée du Conseil d'administration. L'ordre d'apparition des candidats aux audiences fait l'objet d'un tirage au sort par le Président du Conseil d'administration, et les candidats sont informés de la date et de l'heure approximative de leur passage une semaine au moins avant l'audience. Chaque candidat est entendu individuellement; il est invité à faire un exposé au Conseil d'administration, après quoi il doit répondre aux questions posées par le Conseil d'administration. Le temps alloué au candidat pour son exposé et pour la séance de questions-réponses sera fixé par le bureau du Conseil. Le temps imparti sera le même pour tous les candidats.

13. A la date fixée pour l'élection, il est procédé à autant de scrutins que nécessaire pour déterminer celui des candidats qui réunit la majorité requise par la règle 11 ci-dessus.

14. i) A chaque tour de scrutin, le candidat ayant recueilli le plus petit nombre de voix est éliminé.

ii) Si deux ou plusieurs candidats reçoivent simultanément le plus petit nombre de voix, ils sont ensemble éliminés.

15. Si, lors du tour opposant les deux candidats restants, ils recueillent le même nombre de voix, et si un nouveau tour de scrutin ne permet pas de les départager, ou encore si le dernier candidat qui reste n'obtient pas la majorité requise par la règle 11 ci-dessus lors du tour de scrutin où son nom est soumis au Conseil pour un vote final, le Conseil peut reporter l'élection à une date ultérieure et fixer librement à cet effet un nouveau délai pour le dépôt des candidatures.